Les expériences du communisme en Union soviétique et en Chine populaire : étude comparée

Ivan Serge Keller
Professeur en classes préparatoires économiques et commerciales, lycée Florent Schmitt (Saint-Cloud).

"Grâce à tous ceux qui acceptèrent de se sacrifier
Nous osons demander au soleil et à la lune de renouveler le ciel".
Mao Tse Toung, poème, Shaoshan, 25 juin 1959

L'expérience du communisme fut au vingtième siècle **la grande alternative à l'économie de marché,** tant pour les pays industrialisés que pour les pays en voie de développement. De ce fait, la référence à l'URSS et la Chine Populaire apparaît exemplaire. Or, depuis dix ans, les deux pays présentent un bilan très différent de cette expérience, abolie depuis décembre 1991 en URSS et profondément remaniée en Chine. Dans quelle mesure l'expérience du communisme a-t-elle donc **imprimé sa marque et modifié les réalités si dissemblables** de ces deux pays ? Ces **réalités profondes n'ont-elles pas finalement repris le dessus** sur une expérience dont les traits avaient rapidement divergé ?

On verra dans un premier temps comment les deux expériences se sont déroulées sur **un socle** idéologique, politique et économique analogue au départ. Mais comment une histoire et, plus encore, un contexte très différent ont fini par entraîner **des choix de plus en plus divergents.** Enfin, comment **les réalités ont fini par avoir raison** des blocages idéologiques et structurels, en débouchant sur deux systèmes désormais très éloignés l'un de l'autre. Le temps d'une évaluation objective de l'expérience communiste paraît ainsi venu.

Les deux expériences, en dépit d'un démarrage à des dates différentes (1917 et 1949), ont reposé sur **une même volonté, des objectifs identiques, une idéologie et des structures analogues au départ.** D'abord, **une même volonté d'affirmation nationale** (surtout sous Staline pour l'URSS) de **deux puissances aux vastes atouts.** Elle est compréhensible, émanant de deux vieux et prestigieux empires distancés ou marginalisés dans la compétition économique du début du vingtième siècle. Surtout la Chine réduite à l'état de "semi-colonie" depuis les "traités inégaux" (traité de Nankin 1842) et la politique de la "porte ouverte" imposée par les occidentaux. "Nous sommes menacés du sort de l'Inde et de l'Egypte..." écrit-on à l'Empereur en 1897. Harmand, Ambassadeur de France : "La Chine est appelée à subir la férule de la race européenne" (1897). Le retard est immense (75 % d'analphabètes en Russie en 1914), la pauvreté (50 $ PNB/hab. en 1949 en Chine) et les inégalités accablantes (85 millions de paysans pauvres en Russie 1914), aggravés de plus par des conflits effroyables : la Chine est ravagée en 1945-1949. Ce sont malgré tout deux vastes États-continents dont le potentiel est immense en ressources minières, énergétiques et agricoles. Les hommes sont en nombre : 150 millions dans l'Empire Russe et 550 millions en Chine en 1949. Leur héritage culturel est riche, multi-millénaire dans le cas de la Chine, les racines sont puissantes. **L'objectif, ensuite, est identique : un rattrapage économique et un développement rapides** pour assurer la "li-

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

bération" des travailleurs et le bien-être du peuple tout entier. Un rattrapage indépendant du capitalisme mondial, reposant sur une industrialisation financée par l'agriculture, la modernisation (Lénine : "Le communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification du pays entier"), une mise en valeur et une croissance extensive. L'émancipation de la classe ouvrière et des paysans pauvres par l'abolition de "l'exploitation de l'homme par l'homme" et le bien-être grâce à une société égalitaire assurant les besoins fondamentaux des masses populaires. "Les conditions requises ont été créées pour une amélioration continue de la situation matérielle et culturelle des travailleurs de notre pays". Histoire du PC bolchevik de l'URSS, Moscou, 1949).

Enfin, **les deux expériences reposent sur des structures analogues.** Elles naissent dans **un contexte identique d'hostilité occidentale,** et même un encerclement ("cordon sanitaire" dans un cas, bases américaines et 7e flotte dans l'autre) propice à créer une atmosphère de forteresse assiégée qui contribue au durcissement institutionnel et idéologique. Mao Tsé Toung, 1949 : "La victoire ne doit en aucune façon nous faire relâcher notre vigilance à l'égard des complots insensés des impérialistes et de leurs valets qui cherchent à prendre leur revanche" (Allocution au Comité préparatoire de la nouvelle Conférence consultative politique, 15 juin 1949, Oeuvres choisies de Mao, tome IV). Dans les deux cas, la dictature du Parti unique et de son chef au nom du Prolétariat, le système du Parti-État. L'idéologie officielle marxiste-léniniste, revue par Staline, et adoptée par Mao : "En voyant comment Lénine et Staline ont uni la vérité universelle du marxisme à la pratique concrète de la révolution... nous comprendrons comment nous devons travailler chez nous en Chine" (Réformons notre étude, 1941). La collectivisation de l'économie : terres, industries, planification autoritaire, totale et centralisée, avec la priorité aux industries lourdes, grandes bases sidérurgiques. Mao Tsé Toung : "Nous n'avions d'autre choix que de copier l'URSS". Mobilisation des hommes dans une foule d'organisations dirigées par le Parti : Une vaste propagande.

Ainsi le redressement nationale est rapide et spectaculaire dans les deux cas, particulièrement entre 1948 et 1957. En URSS, la production avait été déjà multipliée par 7,5 entre 1928 et 1955, en dépit des immenses destructions de la IIe Guerre mondiale : dès la fin de 1948, le niveau de l'avant-guerre est dépassé, en s'appuyant sur les richesses minières des Démocraties populaires il est vrai. Le 1er plan quinquennal chinois (1953-1957) obtient des résultats spectaculaires.

Cependant, placées dans des cadres historiques, économiques et humains très dissemblables, les deux expériences n'ont pas tardé à diverger de plus en plus.

L'expérience est plus ancienne, plus avancée et puissante en URSS. Sous les Tsars Alexandre III (1881-1894) et Nicolas II (1894-1917), le Ministre des Finances Serge Witte (1892-1903), un bon technicien au programme cohérent

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

de développement, l'a amorcée par les "emprunts russes" : la moitié des capitaux des sociétés par actions et surtout d'énormes emprunts obligatoires d'État, employés dans les voies ferrées, les mines et la métallurgie, la chimie et l'électricité. La production fait plus que doubler entre 1890 et 1900 ! Industrialisation, conquête de l'espace (Transsibérien), russification des peuples de l'Empire. Dans les années vingt, après une effroyable guerre civile, la NEP (nouvelle politique économique) est une phase transitoire de reconstruction, un "repli stratégique" habile qui permet de retrouver le niveau de 1913, tout en posant les fondations du système : contrôle étatisé des secteurs économiques stratégiques, expériences de planification, centralisme, encadrement social. C'est dans les années trente surtout que Staline bâtit l'architecture générale d'un communisme dont les grandes lignes, juste esquissées sous Lénine, ne changeront plus guère jusqu'à Gorbatchev : c'est la "construction du socialisme". En dix ans, l'URSS devient la troisième puissance industrielle du monde. Cette puissance s'accentuera encore après 1945-1947 avec l'exploitation des Démocraties populaires : autarcique dans les années trente, l'expérience élargit ainsi son espace.

Avec la Chine l'expérience est plus tardive, dans cette vieille civilisation aux racines puissantes, mais profondément sous-développée et massivement peuplée. Un sous-développement rural immense encore accru par la Seconde Guerre mondiale : famines et inondations, le lot habituel des paysans chinois, on vend encore des filles leur poids en riz ; un PNB/hab. parmi les plus bas du monde (13,5 % de celui de la France de 1949) ; 60 % des familles cultivent moins de 0,66 hectares. Le pays le plus pauvre du monde avec l'Inde, en dépit d'éléments de renouveau depuis le début du siècle : la Mandchourie industrielle, ferroviaire et portuaire ; des secteurs industriels en essor, charbon, électricité, ciment, cigarettes, files de coton, souvent contrôlés cependant par les étrangers ; les ports des régions côtières relayés par les centres intérieurs avec l'essor des voies de communication (chemins de fer, canaux, routes). Mais tout est ruiné par la guerre qui dure depuis 1937 (et même 1931). En 1949, l'or a fui à Formose et la flotte à Hong Kong. Le poids démographique rend le problème alimentaire prioritaire. Donc le "problème paysan" dans ces campagnes faméliques, exploitées et "immobiles". Mao a développé un communisme surtout paysan à Yenan, de 1935 à 1946, ainsi qu'un mélange subtil d'internationalisme "prolétarien" et de patriotisme qui se transformera plus tard en un nationalisme "rouge", une révolution à cent pour cent chinoise. L'alphabétisation de masse et l'apprentissage de l'hygiène pour interrompre le "développement du sous-développement " constant jusqu'à 1949. Mao comptait d'abord y parvenir plus vite avec l'aide (qui fut effective) de l'URSS mais avec l'ambition d'y échapper le plus vite possible. L'économie est progressivement collectivisée. La Réforme agraire de 1950 élimine les grands propriétaires (3 millions de morts) comme l'avaient été les koulaks sous Staline. On passe peu à peu du "travail en équipes" aux coopératives d'entraide puis aux coopératives socialistes comme en URSS. L'industrialisation lourde se développe avec le 1er plan quinquennal (1953-1957).

Les deux expériences divergent à partir de 1958. En Chine, la pression du premier baby-boom devient vite énorme. Sous l'effet d'une fécondité en hausse (natalité de + 40 ‰) et de la baisse de la mortalité, due à l'action des "médecins aux pieds nus" dans les campagnes, la population atteint les 610 millions d'habitants tandis qu'en 1956-1957 l'accroissement des productions agricoles se ralentit. Mao et les dirigeants du Parti pouvaient penser, comme Staline en 1928, qu'une collectivisation plus poussée "libérerait les forces productives", mais en développant simultanément l'industrie et l'agriculture dans les campagnes, "marcher sur les deux jambes", dans le système quasi-autarcique des Communes populaires. En retenant ainsi le maximum de paysans dans les campagnes pour éviter l'engorgement des villes où l'emploi ne pouvait suivre. En 1958 le Grand Bond en avant et les 26000 Communes populaires inaugurent un modèle de développement différent de celui de l'URSS avec cette autosuffisance rurale. En brûlant ainsi les étapes, on fait des paysans des ouvriers qui travaillent sur les petits hauts-fourneaux et reçoivent déjà "à chacun selon ses besoins" : vêtements, logements, nourriture (la "grande marmite" collective), médicaments, crèches, écoles... Il faut "compter sur ses propres forces". L'URSS, en désaccord, interrompt sa coopération et laisse en chantier les grands projets. Des calamités naturelles, le sabotage des paysans. C'est le désastre : les "trois années noires" (1959-1961) avec une famine qui fait 30 millions de morts (le cannibalisme réapparaît), l'acier des campagnes est inutilisable, etc. Avec la rupture sino-soviétique (1960), **l'URSS devient l'ennemi numéro 1.** Après cet échec cuisant Mao, mis sur la touche, fait de nouveau appel à "l'enthousiasme des masses" avec les jeunes Gardes rouges de la Révolution culturelle (1966-1969) qui tourne à l'anarchie sanglante et s'achève en dictature militaire (Lin Piao), avant un lent

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

rétablissement grâce a Zhou Enlai, jusqu'à la mort de Mao en 1976. L'expérience maoïste pourra être évaluée par le PCC, en 1980, à vingt années de stagnation.

En Union Soviétique, une déstalinisation limitée s'est amorcée après la mort de Staline en 1953 et le **XX^e^ Congrès du Parti communiste** en 1956. Limitée, car si les aspects les plus répressifs, les plus inhumains et autarciques ont été abandonnées, l'architecture du système reste la même en dépit des tentatives de réformes successives qui se paralysent après un certain temps. Il n'en demeure pas moins qu'au moment où Mao gauchise toujours plus sa politique en modifiant les priorités, en voulant changer la culture et la façon de penser, et même de se comporter, Khrouchtchev et Brejnev sont à la recherche de mécanismes permettant une amélioration du niveau de vie par une croissance plus intensive. Par une planification déconcentrée sous Khrouchtchev, avec l'expérience avortée des 105 Sovnarkhozes régionaux en 1957, par la Réforme Kossyguine de 1965 introduisant dans le cadre d'une planification reconcentrée les concepts d'autonomie financière des entreprises, de "profit", de rentabilité (pour faire disparaître le "déficit planifié" stalinien) et d'intéressement matériel des travailleurs. Plus tard, la "Méthode Zlobine" en brigades autogérées (1970-1979) comptait permettre l'amélioration de la productivité. Le IX^e^ Plan (1971-1975) complétait la mutation recherchée en donnant pour la première fois la priorité à l'industrie des biens de consommation (du groupe B) et en s'ouvrant vers l'Ouest pour bénéficier de transferts de technologie, afin de moderniser l'économie et d'accélérer la mise en valeur des régions orientales. Grâce à ses progrès aéronautiques, industriels et sociaux (retraite, sécurité sociale pour les kolkhoziens ; semaine de 39 heures ; retraites à 55, 60 ans ; cantines, crèches, soins, logements à bon marché), l'URSS pouvait s'afficher comme la deuxième puissance économique mondiale et le modèle du "Socialisme réel".

Les blocages du communisme et les défis de la mondialisation vont engendrer deux réalités devenues finalement étrangères l'une à l'autre. Dans les année 1970-1980 **s'accumulent des blocages comparables et des défis de plus en plus lourds à relever.** Les blocages des années soixante-dix sont ceux d'un système totalitaire d'organisation désormais daté au regard du progrès technique, un système de la seconde Révolution industrielle dénué des qualités qui font la croissance : la liberté d'entreprendre, d'échanger et d'innover, dans la confiance (une société de droit et de confiance), et l'accès au bien-être par l'enrichissement de chacun comme de tous. L'agriculture communautaire dénuée d'intéressement individuel reste sous-productive en dépit des investissements massifs. Les plans sont de plus en plus inachevés et le déficit planifié par l'État reste toujours l'inévitable bouée de survie qui garantit le plein emploi au profit des moins entreprenants. Le retard technologique reste donc massif puisqu'il pourrait avantager les meilleurs, remettre en question les rentes de situation et les acquis de tous, du directeur d'usine à l'ouvrier, du bureaucrate central à l'administrateur régional. Les goulets d'étranglement des services longtemps sous-développés contribuent à la paralysie (transports, énergie, distribution, services de proximité, information) au lieu d'accroître la valeur ajoutée, l'efficacité, et d'améliorer la vie quotidienne. La corruption et les "économies parallèles" (légales ou souterraines ; "fermées" comme celles réservées aux militaires, aux scientifiques ou aux apparatchiks) représentant jusqu'au 20 ou 30 % de l'économie. La démotivation et le laisser-aller des individus et des jeunes générations. La pollution monumentale en URSS et en Chine, les accidents du type de Tchernobyl. La criminalité et les mafias (la mafia du coton en URSS), le clan au pouvoir et les dissidents.

Alors que les défis s'accumulent. Un deuxième baby-boom en Chine et le vieillissement en URSS (pendant que l'Asie centrale musulmane explose). Un espace de plus en plus difficile à maîtriser en Asie soviétique et l'Ouest chinois gardé militairement. **Une nouvelle révolution technologique et industrielle** dont les moteurs ne sont pas maîtrisés : l'informatique, la productique, les télécommunications à gros débit, la nouvelle organisation du travail plus flexible et autonome, des transports performants... activités indispensables dans la mondialisation des échanges. **Mondialisation à laquelle les deux pays ne sont pas préparés :** l'URSS ne réalise que 4 % du commerce mondial avec des structures proches de celles d'un pays en voie de développement et un équilibre commercial suspendu au cours des hydrocarbures ; en 1978, la Chine est au 32^e^ rang mondial pour le commerce extérieur, derrière les "petits dragons".

Les deux pays adoptent des politiques différentes pour relancer le système. Revenu définitivement au pouvoir en 1977, **Deng Xiao Bing** conduit une politique de modernisation et d'ouverture de la Chine dès 1978. Héritier de la "révolution assagie" (Alain Peyrefitte), il est pragmatique et veut l'ouverture internationale pour éviter de retomber dans le tête à tête

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

avec l'URSS. **Le progrès économique dans l'ordre politique.** Pour juguler l'explosion démographique, la sévère politique de "l'enfant unique" en 1979. Pour relever le niveau de vie, il libère l'initiative privée dans les campagnes (1978 : début de la réforme agricole et de la décollectivisation des campagnes) et dans les villes (autorisation des entreprises privées en 1981-1987). Des banques à actionnariat public et privé sont constituées ainsi que des coopératives de crédit. En 1984, la réforme des entreprises publiques les autorise à licencier et à lier salaires et productivité : en 1997, elles ne font plus qu'un tiers de la production globale du pays. En 1993, la Constitution incorpore le concept d'**Économie de marché socialiste.** Depuis 1979, les joint ventures sont autorisées avec les investissements étrangers et en 1980 commence l'ouverture côtière ; les 4 (puis 5) zones économiques spéciales, 14 villes en 1984, les trois deltas en 1985, en 1987 des "zones économiques ouvertes" autour du Golfe de Bohai au Nord-Est. Coca-Cola, Mattel, Elf, Peugeot, Citroën, Schindler, etc... s'installent en Chine. Le PNB double entre 1978 et 1988 et la croissance dépasse 12 % en 1992-1993 (et 32 % dans le sud !). En 1997, le rattachement pacifique de Hong Kong , selon le statut : "un pays, deux systèmes", est une manifestation spectaculaire et symbolique de la mutation réalisée. **En URSS, depuis Brejnev, la relance du système a consisté en investissements toujours plus massifs** pour des résultats de plus en plus médiocres, en achats de technologie occidentale payés en hydrocarbures ou à crédit, revenant ainsi aux moyens du début du siècle, en stimulants matériels finalement distribués à tous sans grande contrepartie alors que la production est incapable de répondre aux besoins croissants. L'URSS ne passera pas à la "société de consommation". Après 1985, Gorbatchev, conscient de l'immense retard accumulé et de la paralysie du système, veut sauver l'expérience communiste. "Une réforme radicale de l'économie est nécessaire" déclare-t-il. C'est la "Perestroïka", la restructuration, dont l'économiste Abel Aganbeguian est l'inspirateur en 1986 : moins de bureaucratie, plus de technologie, plus de marché, plus d'incitation matérielle. L'expérience soviétique apparaît désormais **à la traîne de celle de la Chine :** "la compatibilité du socialisme et du marché est une réalité objective" (A. Aganbeguian. Il faut concilier l'initiative privée (sans salariés) et le socialisme administré assoupli : activités individuelles et familiales, petites coopératives privées, une nouvelle réforme de l'entreprise, les 4 A "Autonomie, Autogestion, Autofinancement, Auto-investissement". Pour convaincre les Soviétiques, une démocratisation est engagée peu à peu, la Glasnost, la transparence : c'est à dire la fin du secret sur toute chose, sur la répression stalinienne et ses charniers comme sur l'information quotidienne dont tout système moderne se nourrit. Liberté de la Presse et de publication, liberté religieuse et d'association, protection juridique... Mais le pays tarde à s'ouvrir aux capitaux étrangers.

L'implosion du communisme soviétique contraste avec le dynamisme dualiste de la Chine.

Car en URSS, la situation finit par échapper à Gorbatchev. La bureaucratie reste inerte ou devient hostile, les mentalités sont méfiantes et l'hostilité se déclare contre les activités privées. Tout empire : le PNB chute (1990 : – 2 %), la production de pétrole chute pour la première fois depuis 1945, le déficit budgétaire rend nécessaire la réduction des dépenses publiques en 1990-1991, l'appel au secours au FMI et à la Banque Mondiale en 1991. Pénuries et files d'attente devant les magasins s'accroissent, l'inflation atteignant + 60 % sur les produites de première nécessité en 1991 : le pouvoir d'achat s'effondre et la popularité de Gorbatchev avec. Les mineurs de charbon se mettent en grève en 1989, démontrant le mécontentement de la classe ouvrière frappée par la rigueur salariale. En 1989, la réforme des prix administrés est ajournée et le maintien de la planification qui sombre dans le chaos démontre **la paralysie de la Perestroïka.** En 1991 c'est la stagflation. L'espace soviétique commence sa décomposition avec **la révolte des nationalités** en 1989-1990 : les trois Républiques baltes réclament leur indépendance et toutes les Républiques une "souveraineté" plus large. Fin 1990, **Gorbatchev reste au milieu du gué** et fait son "virage à droite" pour stabiliser une situation qui lui échappe. **Il voulait marier une société de consommation avec une administration sociale communiste : il va perdre sur les deux tableaux.** Il est pris en tenaille entre les "réformateurs" qui veulent l'accélération des réformes et une transition plus rapide vers le marché et les "conservateurs" hostiles aux réformes. **Il y a aussi toute une partie de la nomenklatura** qui souhaite une transition vers le marché qui garantisse surtout ses fonctions dirigeantes et sa situation privilégiée dans la société et l'économie. L'échec du putsch conservateur d'Août 1991 montre le ralliement de cette haute nomenklatura, appuyée sur l'armée, aux réformateurs : **c'est octobre 1917 à l'envers,** le temps de Boris Eltsine et de **la fin de l'expérience communiste** (interdiction du PC, dissolution du KGB, dissolution de

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

l'URSS en décembre 1991). L'**empire des Tsars lui-même vole en éclats.**

En Chine par contre, l'abolition du "servage d'État" dans les campagnes entraîne un réveil agricole et le décollage alimentaire : en 1984 la Chine devient autosuffisante pour les céréales et les revenus des paysans doublent en dix ans. En 1994 elle devient le premier producteur mondial de céréales devant les États-Unis. L'essor agricole entraîne une foule d'entreprises privées rurales. L'ouverture des régions côtières et l'économie privée font de la Chine un puissant NPI et un marché émergent. Le PNB double entre 1978 et 1988 et la croissance atteint les 10 % par an (32 % dans le sud côtier). L'industrie compte désormais pour 48 % dans le PNB et, de nos jours, les produits manufacturés comptent pour 77 % des exportations. Elle est le géant du textile-habillement et le second exportateur après l'Union Européenne. Géant de l'acier, elle exporte aussi vélos, électroménager, jouets, composants, CD, etc. Elle envoie ses étudiants à l'étranger et exige des transferts de technologie de la part des entreprises étrangères. Ses lanceurs Longue Marche entrent sur le marché des satellites. Elle draine 80 % des IDE à destination des PVD et est devenue le dixième exportateur mondial. Si le PIB/hab atteint 1000 $, il monte à 3000 à Shanghai : **c'est un marché potentiel énorme avec ses 300 millions d'urbains** avides de consommer. **Mais la réussite chinoise est encore fragile et limitée.** 120 francs de revenu moyen par mois dans les campagnes (900 millions) et 300 F dans les villes : **les "consommateurs" sont en réalité 50 millions. Le dualisme est périlleux** entre les régions côtières et l'intérieur mais aussi, comme avant-guerre entre le Nord et le Sud. Les inégalités régionales et sociales peuvent devenir explosives : 200 millions en dessous du seuil de pauvreté et d'analphabètes, 150 millions de chômeurs, 30 à 40 millions de salariés en trop dans les entreprises d'État, 170 millions de paysans sous-employés dans les campagnes, **la récolte céréalière reste insuffisante** et la Chine est le premier importateur de blé (et de riz) : il reste 10 % de sous-alimentés. L'économie balance entre la surchauffe et la crise asiatique, les trafics et la corruption, sur fond d'affrontement entre Pékin et la province, les nouveaux "milliardaires rouges" et la bureaucratie "impériale". Avec un PNB qui est la moitié de celui de la France, **le défi du développement reste encore à venir** et les États-Unis seront peut-être les seuls à pouvoir fournir, dans le futur, capitaux et technologies en quantités massives. Il reste enfin l'impasse démocratique. L'expérience communiste chinoise garde donc encore **un avenir bien incertain.**

Comparables pour une part, ces deux expériences communistes se sont, par conséquent, révélées peu à peu très **dissemblables dans leurs réalités** les plus déterminantes : les structures, les hommes, l'espace. **D'un côté, une expérience eurasiatique** où les structures sont débordées par l'immensité de l'espace et la diversité des hommes. **De l'autre, une expérience asiatique** où l'espace utile a du mal à porter la masse des hommes qui s'y accumulent et le débordent.

En fait, les deux pays ne sont-ils pas de nouveau **confrontés aux défis du début du siècle,** par-delà l'échec de l'idéologie ? **D'une part, une puissance russe mal arrimée à l'Europe** et qui n'a pas encore su se faire authentiquement sa place, si ce n'est par la mise en valeur extensive et les moyens politico-militaires du communisme, héritée du tsarisme. **D'autre part, une puissance asiatique,** berceau d'une vieille civilisation fière d'elle-même, dont l'ouverture sur le monde moderne doit **concilier l'initiative et la discipline** des hommes pour éviter l'anarchie et l'éclatement. Le communisme chinois est-il l'ultime blocage à renverser ou plutôt un garde-fou institutionnel qui se vide de son idéologie, un avatar du passé avec sa dynastie, son empereur, ses mandarins... ?

La liberté est-elle une " valeur asiatique " ?

I. S. K.

"Les grands États agissent d'après leurs intérêts et d'après les conditions géographiques et politiques dans lesquelles ils sont placés". C. de Gaulle, Conférence de presse, 25 octobre 1944.

Bibliographie

Frédéric TEULON, Croissance, crises et développement, Major/PUF, 4e édition, 1997, chapitres 9,10,11, sur la Chine et l'URSS.

C. CHANCEL-EC PIELBERT, Le monde chinois dans le nouvel espace mondial, Major/PUF 1998.

B. GABRILLAC, Economie de la Chine, Que-Sais-Je ?, N°1102, PUF 1997.

P. GENTELLE, Economie de la Chine, Cursus, Armand Collin, 1994.

F. GIPOULOUX, La Chine vers l'économie de marché ? , Circa/Nathan, 1993.

JP. LARIVIERE – P. SIGWALT, La Chine, Masson Géographie, 1991.

POUVOIRS (revue), La Chine après DENG, N°81, Paris, 1997.

COURRIER INTERNATIONAL (revue), Chine, les mutations d'un géant, 1993-1997, dossier n° 1, avril 1997.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES (revue), JL. ROCCA, Chine, cinquante ans de révolutions, n° 173, septembre 1999.

D. HAMON, Géographie de l'URSS, Delagrave, 1990.

A. GOUREVITCH, Economie soviétique, autopsie d'un système, Enjeux/Hatier, 1992.

J. SAPIR – A BADOWER – M. CRESPEAU, L'expérience soviétique et sa remise en cause, Bréal, 1994.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021